Trente-cinquième Année. — N° 312 UN NUMERO 15 CENTIMES. MARDI 18 NOVEMBRE 1890

JOURNAL DE ROUBAIX

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — Les Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42
Directeur : ALFRED REBOUX
AGENCE SPÉCIALE A PARIS, Rue Notre-Dame-des-Victoires.

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Etienne 9 *bis*. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cᵉ, place de la Bourse, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — à Bruxelles, à l'*Office de Publicité*.

ROUBAIX, LE 17 NOVEMBRE 1890

MOTIF D'UNION

L'opportuno-radicalisme est dans un singulier état d'esprit. Si l'on en croit la *Justice*, il doit se préparer à défendre le régime avec l'énergie qu'il a déployée « au temps des attaques de vive force. »

Pourquoi donc ? — Tout simplement parce que les conservateurs, ou du moins de très gros groupes conservateurs manifestent l'intention d'abandonner l'opposition systématique, de se maintenir rigoureusement sur le terrain constitutionnel, et par là de s'efforcer d'intervenir efficacement dans les affaires du pays.

Il faudrait s'entendre pourtant et parler net.

Voudrait-on nous donner une bonne fois la définition de la République, non pas telle qu'elle doit être et telle que tout le monde peut l'entendre et l'accepter, mais telle qu'ils l'entendent et l'acceptent, eux, les opportunistes et les radicaux ? Nous en avons, assurément, quelque notion; mais la notion complète ne serait point inutile, surtout si elle était contresignée des autorités opportuno-radicales.

Voilà qu'on nous représente la République comme une citadelle, une forteresse. Est-ce bien cela ? La *Justice*, en parlant de la sorte, parle-t-elle au nom de tous ses amis ?

Il n'en faut point douter. Cependant la comparaison n'est pas tout à fait exacte. Il serait plus vrai de dire que la République opportuno-radicale' est une exploitation, un syndicat dont on tient à laisser les portes rigoureusement fermées. Mais, d'un côté comme de l'autre l'avertissement donné par la *Justice* n'en est pas moins significatif.

D'aucuns en voudront tirer sans doute cette conséquence, que les conservateurs font une fausse manœuvre en essayant de forcer la porte.

Cela ne nous parait point d'une irréprochable logique.

Que les opportunistes et les radicaux définissent à leur gré la République, afin de démontrer qu'ils ont eu raison de l'organiser à leur façon et d'en tirer tous les profits, soit ! Est-ce un motif pour que le pays l'accepte ?

Ne voit-on pas que le pays, au contraire, n'a cessé, dans les deux derniers scrutins généraux, de distinguer entre le régime et ceux qui l'exploitent. En même temps qu'il a manifesté sa volonté de ne point changer l'étiquette, il a non moins manifesté la volonté de changer le contenu.

La *Justice* a beau déclarer aux conservateurs, — désireux d'abandonner l'opposition systématique au régime pour l'opposition constitutionnelle au syndicat, — que la garde opportuno-radicale veille attentivement, cela n'est, en réalité, qu'une vaine menace.

Il est facile de voir, en effet, que l'opposition constitutionnelle serait d'autant mieux comprise du pays qu'après tout elle en exprimerait la plus claire pensée, et qu'elle rallierait cette masse hésitante des électeurs, qui, par crainte d'une révolution, ont, à trois reprises, accepté la République, tout en répudiant les procédés de gouvernement du syndicat.

Loin de décourager les conservateurs, le langage des radicaux ne devrait que les encourager, au contraire. Ce langage ne témoigne que d'une chose, mais il en témoigne bien : à savoir, la peur qu'ont les radicaux de voir les conservateurs emporter d'assaut, non la République, mais la citadelle du syndicat.

Rien, — ajoutons-le — ne serait plus patriotique que cette conduite. Dans l'impossibilité où ils sont, les uns et les autres, de faire triompher le régime de leur choix, la monarchie de leur conception, le devoir commande d'aller au plus pressé et de faire, sous l'éliquette républicaine, l'œuvre de rénovation sociale que le pays entrevoit, qu'il désire et qu'il attend.

En somme, que feront-ils, sinon pratiquer contre l'opportuno-radicalisme ce que celui-ci a pratiqué contre eux ?

L'opportuno-radicalisme a su très bien aviver et accentuer les divisions qui régnaient parmi les conservateurs; c'est ainsi qu'il a régné depuis quinze ans.

Que les conservateurs sachent maintenant, par leur union, mettre en pleine lumière les divisions plus profondes encore des sectes opportuno-radicales : c'est ainsi qu'ils régneront.

LE PRINCE IMPÉRIAL

C'est le titre d'un livre qui vient de paraître; je n'en connais pas l'auteur qui s'appelle *Fidus* et publie, par époques, son journal; il n'y a là ni réclame d'éditeur, ni parti-pris d'opinion, mais simplement un élan sincère de sympathie vers une des figures les plus nobles et les plus attachantes de l'histoire contemporaine. Shakspeare eût tracé sans doute avec cette figure du Prince Impérial, une tragédie géniale ; quel est le successeur du grand Will qui le pourra et l'osera faire ?

Ce livre de FIDUS contient des pages intéressantes par les documents qu'on y rencontre ; ainsi 7 mars 1877 : « Je suis allé voir M. Charles Merruan à Fontainebleau, et dîner avec lui en famille. Je savais qu'il allait repartir pour Chislehurst, dans la première quinzaine d'avril. J'ai été très satisfait de lui. Il va passer six semaines près du Prince ; on a été si content de son premier séjour, qu'on lui a demandé de le renouveler. Il m'a informé de ce qu'il enseigne au Prince, et comment se passent les journées ; il lui apprend le mécanisme de l'administration française, l'économie politique, les finances, etc, le tout éclairé par l'histoire.

« De neuf heures à onze heures et demie, il lui fait un cours où le Prince prend des notes, puis lui adresse des questions ; à onze heures et demie déjeuner ; après, on se promène, et on cause dans la galerie qui sépare les grands salons du cabinet du secrétaire et du salon des aides de camp.

C'est là qu'on lit les journaux, qu'on commente les nouvelles, qu'on reçoit les étrangers et les visiteurs. Bientôt le Prince demande à M. Merruan de sortir avec lui; ils vont dans le parc, où la conversation porte sur les études de la veille et du matin; le Prince propose ses doutes, ses objections; il est très appliqué, d'une grande ténacité et persistance de volonté, fort ouvert, aimant à discuter et supportant la contradiction; acceptant qu'on le pousse vivement, poussant aussi son adversaire avec ardeur, ne se rendant pas quelquefois, mais souvent aussi le lendemain disant : « J'ai réfléchi, vous aviez raison; » bien formé déjà par les principes justes qu'il a reçus, voyant la vérité, la saisissant et l'adoptant pour ne plus la quitter. »

Tout cela était bien inutile, puisque l'avenir réservait le drame de Zululand ; n'avait-il pas un pressentiment, le courageux jeune homme qui, à la veille de son départ, écrivait cette lettre au curé de Chislehurst :« Je vous assure que vous ne croyiez pas que la précipitation de mon départ et le soin des détails m'aient fait oublier mes devoirs de chrétien. Demain, je me présenterai à sept heures et demie pour me confesser et communier une dernière fois, dans la chapelle de Chislehurst, où je désire être déposé, si je viens à mourir.»

∴

Un mystère continue et continuera de planer sur la mort du Prince Impérial; page 347 du journal de Fidus, je trouve cette phrase : « Je demandai au baron Corvisart quelle était la vraie cause du départ du Prince : « L'ardeur de la jeunesse, répondit-il, il n'y en a pas d'autres ! » Il y en a eu d'autres, en général ignorées... »

Le dernier épisode de cette vie courte et héroïque cependant est inconnu, ou du moins demeure inexpliqué ; ce qu'en dit Fidus est gros d'accusations non formulées, de vérités qui, pour n'être pas affirmées, ont néanmoins une importance indéniable :

» Français et Anglais rappelèrent une quantité de circonstances inexpliquées de la mort du malheureux Prince : Le guide cafre, dont on ne retrouve ni le corps ni le cheval, donc qui a passé à l'ennemi et qui était allé le prévenir.

Les chiens zoulous vus par les soldats de l'escorte et qui ne vont jamais sans leurs maîtres, donc les Zoulous étaient près, le matin du 1er juin, le prince dit à son brosseur qu'il va faire une reconnaissance *mais que son cheval est boiteux*, qu'il faut le mener sur les derrières de l'armée et lui en donner un autre; ce cheval se trouve boiteux bien à point. Le brosseur s'étonne qu'il aille en reconnaissance : « Oh! je vais tout près, dit le prince, à *deux milles* ». Or, la reconnaissance était à *neuf milles*.

» Et que de circonstances inexpliquées ! Carrey qui *propose* de desseller les chevaux. Tarre dans un pli de terrain couvert de hautes herbes parmi lesquelles on peut se glisser sans être vu. Carrey montant à cheval le premier et, *une fois en selle*, annonçant qu'il voit les Zoulous. Le même Carrey partant, se sauvant le premier avant que tout son monde, le Prince surtout, fût monté à cheval; son *insouciance* quand un de ses cavaliers le rejoint, lui dit qu'il croit que le Prince a été atteint, et son *refus* de s'en assurer ou de chercher à lui porter secours; sa précipitation à s'enfuir sans essayer de résister, sous prétexte que les *armes n'étaient pas chargées* quand les rapports des soldats qui ont fait feu ou cherché à faire feu prouvent qu'elles étaient chargées.

» On a rapporté la selle du Prince : tous les trous de la boucle où passent les ardillons *sont arrachés*, comment cela se fait-il, le Prince étant si affaibli et n'ayant pu avoir la force de briser ces bandes de cuir, si elles étaient en bon état, etc., etc...? Tout cela sera incessamment commenté jusqu'à ce qu'il ait été donné une explication plus complète.»

∴

L'explication ne sera jamais donnée, les Anglais seuls la pourraient fournir, et ce ne serait pas à leur honneur. Le lieutenant Carrey est le triste pendant de Hudson-Lowe, Sainte-Hélène et le Cap.

Maurice GUILLEMOT.

LE COMMERCE DE L'ITALIE

pendant les huit premiers mois de 1890

Voici les chiffres des importations et exportations, non compris les mouvements produits par les métaux précieux, chiffres comparés à ceux de la même période de l'année précédente :

Années	Importions	Exportations	Totaux
1889	884.089.780	618.878.850	1.502.871.630
1890	886.698.109	550.976.340	1.437.584.419
Différence	pl. 2.518.229	— 67.808.510	— 65.290.191

» Si les quatre derniers mois qui restent pour atteindre la fin de l'année accusent un mouvement proportionnel aux huit premiers mois, le commerce général de l'Italie ne dépasserait donc pas 2 milliards 150 millions de lires, chiffre qui serait, par conséquent, inférieur aux chiffres de toutes les années précédentes à partir de 1872 (à l'exception toutefois des années 1877, 1878 et 1888), qui ont été mauvaises.

» Il est à remarquer que la marche décroissante du commerce de l'Italie est surtout accusée par les exportations. Si nous admettons, en effet, que pendant les quatre derniers mois de 1890, le mouvement des exportations doit suivre la même marche que celle des huit premiers mois de l'année courante, nous sommes amenés à croire que les exportations atteindront le chiffre total de 825 millions de livres environs. Depuis l'année 1870, ce chiffre a toujours été dépassé.

» Maintenant si, d'un autre côté, nous examinons la valeur des importations, nous sommes amenés à déduire que si les quatre derniers mois de l'année 1890 suivent les mêmes proportions accusées par les huit premiers mois, la différence qui existera entre les marchandises étrangères introduites en Italie et les marchandises italiennes expédiées à l'étranger, produira une plus-value en faveur des importations de 602 millions de lires, chiffre qui n'a été atteint seulement qu'en 1885 et 1887, années qui, pour diverses raisons, ont été anormales.

» Ce fait est de nature à donner une vive préoccupation, car les conditions économiques de l'Italie ne sont point les mêmes que celles de certaines nations européennes qui peuvent avoir une importation supérieure à leur exportation.

» Il n'y a donc pas lieu, en l'espèce, de faire une comparaison avec la France et l'Angleterre dont la richesse générale ne fait qu'augmenter chaque année, bien que leurs importations dépassent toujours leurs exportations. D'ailleurs, ces nations, qui retirent de gros revenus par le trafic général des produits manufacturés ou autres, n'étant point tributaires pour leurs emprunts des marchés étrangers, ne peuvent souffrir de l'envoi éventuel à l'étranger de certaines valeurs métalliques plus ou moins importantes pour parfaire, le cas échéant, à la différence des importations sur les exportations.

» Il n'en est point de même pour l'Italie, qui ne possède aucune épargne, qui est tributaire de l'étranger pour tous ses emprunts, qui retire de faibles profits du trafic de ses produits en général et qui, par ces faits, si le chiffre des importations dépasse sensiblement celui de ses exportations, est exposée à voir sa réserve métallique diminuer dans des proportions telles qu'elle peut se trouver de nouveau, par nécessité, sous le coup du cours forcé.

» D'ailleurs, ainsi qu'on l'a remarqué plus haut, pendant les huit premiers mois de l'année présente, les importations surpassaient en Italie les exportations pour une valeur de 350 millions c'est-à-dire dans une proportion de 60 0/0. Du 1er janvier au 31 août 1890, les importations en Angleterre ont atteint 271 millions de liv. st. et les exportations des produits anglais, y compris les réexportions des produits étrangers, se sont élevées à 218 millions de liv. st. D'où il résulte que la différence n'est que de 53 millions de liv. st., soit de 24 0/0. Le mouvement du commerce français pendant la même période accuse 2.981 millions à l'importation et 2.402 millions à l'exportation. La différence en plus en faveur des importations ne représente donc que le 24 0/0. Ces comparaisons font nettement ressortir les tristes conditions économiques dans lesquelles se trouve le commerce italien.

» Examinons maintenant les fluctuations suivies par les différents articles qui représentent le commerce général de l'Italie.

» On remarque tout d'abord une augmentation plus ou moins sensible à l'importation en Italie du vin, de la bière, de l'eau-de-vie, de l'huile de coton, des huiles minérales lourdes, des essences, du café, de la chicorée, du sucre, des épices, des produits chimiques, de la gomme, des produits de teinturerie et de tannerie, de la juste grège, des filés de lin, du coton, des tissus de laine peignée, des bois de construction, des peaux brutes du fer, du cuivre, du charbon de terre, des bestiaux.

» L'augmentation de l'importation de certaines matières, comme nous le constatons pour les produits chimiques, pour les articles de tannerie et de teinturerie, pour les peaux brutes, le jute, le coton et le charbon de terre, serait de nature à accuser certainement une bonne augmentation dans le travail, si elle était suivie d'importations importantes d'autres matières premières spéciales, et surtout d'outils et de machines que l'industrie nationale ne produit point.

» Il y a lieu cependant d'accueillir favorablement l'augmentation de l'importation des sucres et des cafés (malgré la contrebande qui reparait comme devant être une source de revenus pour le Trésor). Par contre, l'augmentation constatée dans l'importation de la bière et de l'eau-de-vie démontre clairement que la production de ces articles est défectueuse en Italie.

» Il y a lieu de noter une diminution dans l'importation des marchandises suivantes : pétrole, tabac en feuilles, toiles de lin, filés et tissus de coton, laine grège, cocons et soies grèges, étoffes de soie, fonte et fers machines, froment, poissons salés. Pour le pétrole, il est à croire que son mélange avec les huiles lourdes ne fasse qu'augmenter et ne cause ainsi une perte sensible à l'Etat. Quant au tabac, la diminution constatée n'est pas causée, parait-il, par une consommation moindre.

La vente accuserait, en effet, un certain développement. Le peu d'objets manufacturés importés accuserait amélioration dans la fabrication italienne si elle ne démontrait pas que malheureusement les conditions économiques du pays sont peu florissantes. C'est ainsi que l'on remarque que, malgré le peu d'importance de l'importation du fer et des machines, les ateliers mécaniques et les fonderies sont bien loin de prospérer.

» Les exportations accusent une situation plus triste encore. Nous trouvons, en effet, de nombreuses et fortes diminutions sur les exportations des vins, huiles d'olives, essences, chanvre peigné, cocons, soies grèges, étoffes de soie, tresses de paille, papier, peaux, minéraux de zinc, grenailles pour volailles, coraux, bestiaux, etc. Mais on ne peut opposer à ces sensibles diminutions que fort peu d'augmentation portant sur la confiserie, les sels de quinine, chanvre chapeaux de paille, œufs, etc.

» Il y a lieu de noter en dernier lieu que l'agriculture italienne, source actuelle de la richesse nationale, n'est pas en état de pouvoir supporter la concurrence étrangère en ce qui concerne principalement les céréales car nous remarquons que pendant les huit premiers mois de l'année 1890, l'Italie a subi l'importation de 143.541.610 lires de céréales, tandis qu'elle n'a exporté que pour 46.815.251 lires de céréales, farines, pâtes alimentaires et produits végétaux.

» (D'après l'*Economista d'Italia*). »

LA SITUATION EN ITALIE

La dernière encyclique de Léon XIII dénonçait les ruines morales et matérielles qui s'accumulent en Italie. Maintenant, de tous les côtés, les aveux officiels, les documents authentiques, les articles les plus sérieux de polémique électorale avouent la profondeur du gouffre où nos voisins achèvent de descendre.

La banqueroute est au bout, avec une série de révolutions dont la première s'approche de plus en plus.

∴

En 1861, au moment où l'union se faisait, la dette de tous les Etats ensemble ne passait pas 3 milliards.

Il y avait sans doute des travaux à entreprendre : soit, et cela explique en partie le chiffre de 9 milliards qu'elle avait atteint dès 1876. C'était tripler en quinze ans. Mais on ne s'est pas arrêté et que n'a-t-on pas fait depuis lors ?

On en est maintenant à 13 milliards.

La dette de l'Italie vient la première après celles de la France, de l'Angleterre et de la Russie, pays bien autrement riches et peuplés, pays aussi où la dette, constituée ou accrue par les guerres européennes d'un long passé, a trouvé en partie sa cause dans les legs onéreux d'une histoire de batailles et de conquêtes.

∴

Nulle part la proportion de cette dette avec les ressources totales du budget n'est aussi défavorable qu'en Italie. C'est la remarque fort juste du député Luzzati, membre de la commission du budget.

Sur 1.500 millions pris aux contribuables italiens, il y a 600 millions pour les intérêts de la dette. Il y en a 600 autres pour la guerre et la marine : c'est le prix de la triple alliance et de la politique de Crispi.

Que reste-t-il pour les dépenses d'administration et de travaux publics, c'est-à-dire pour les dépenses dont profitent réellement ces contribuables qu'on pressure? A peine 300 millons. C'est avec cela qu'il faut pourvoir à tous les services d'une nation de 30 millions d'âmes. La somme est dérisoire : on comprend combien maigrement peuvent être dotés, la voirie, les chemins de fer, les postes, la police et l'instruction.

La folie des grandeurs, cette mégalomanie dont Crispi se targue, a obsédé aussi les communes. En 1872, elles devaient 550 millions ; elles doivent aujourd'hui plus d'un milliard.

∴

Le pays s'est appauvri dans sa propriété foncière.

De 1876 à 1890, les dettes hypothécaires sont montées de 6 milliards et demi de livres à plus de 8 milliards, bien que le sol ait sans cesse diminué de valeur depuis ces dernières années. Les deux faits marchent ordinairement de pair : les ventes sont difficiles quand la terre cesse de rendre, et c'est quand les ventes sont plus difficiles et consenties à plus vil prix que les propriétaires acculés s'engagent plus durement dans les étreintes des hypothèques et sous les serres des usuriers.

∴

Il y a là de la main de Crispi, ce mauvais génie des Italiens, cet ennemi de la Papauté, que de mystérieux desseins doivent faire aussi le vengeur du Saint-Siège.

C'est lui qui a rompu les relations amicales avec la France, tout francs-maçons que fussent ceux qui nous gouvernent ici.

C'est lui qui, en sentant la fragilité de l'édifice révolutionnaire et le perpétuel danger de la question papale, a jeté son pays dans les bras de l'Allemagne et l'a condamné à des armements qui l'écrasent tout aussi bien qu'à un vasselage qui le déshonore.

De là l'arret du commerce et la ruine de l'agriculture.

Les soies italiennes ont vu diminuer leurs débouchés vers la France, au profit des soies d'autres provenances. Les vins se sont vu fermer nos portes : c'est une branche de commerce qui est entièrement perdue.

L'Italie a manqué chaque année depuis lors une vente d'un demi-milliard. Où prend-elle l'or qu'il lui faut à chaque échéance pour payer ses intérêts sur les marchés de Paris, de Londres et de Berlin?

De là encore les déficits accumulés. M. Magliani lui-même en trouvait pour 234 millions dans l'exercice qui s'est clos le 30 juin 1889.

Crispi avait trouvé la rente italienne à 103 fr. sur les marchés de l'Europe. Elle est tombée à 93 fr., pendant que toutes les bonnes valeurs sont montées et que le taux des placements est allé en diminuant sur toutes les places.

∴

Crispi triomphera-t-il de toutes les animosités que sa néfaste politique a soulevées contre lui ! C'est possible encore une fois.

Peut-être le mal n'est-il pas encore assez grand pour que le système s'écroule sur celui qui l'a conçu.

Déjà cependant aux yeux de tout homme impartial et honnête, il ressort avec la dernière clarté que l'Italie n'a trouvé ni le bonheur ni la richesse en rompant avec la mission providentielle que l'histoire lui avait donnée, avec ce beau rôle de gardienne de la papaute, qui lui avait fourni en d'autres temps le plus pur rayonnement de toutes ses gloires.

La sagesse humaine et libre penseuse avait eu cependant dans ce pays-là son plus beau champ d'expériences pour faire sans Dieu des peuples prospères. L'Europe avait souri avec bienveillance à cette tentative, l'or avait afflué des caisses de tous nos petits rentiers, le jeune Etat n'avait eu ni ennemis à combattre, ni vieilles dettes à porter. Avec cela néanmoins, il agonise de misère, et l'on sent qu'il doit être un éclatant exemple que la truelle des francs-maçons ne lie les Etats qu'avec le pire des ciments.

UN REVENANT

Tout le monde connait le charmant roman d'Edmond About, l'*Homme à l'oreille cassée*. C'est l'histoire d'un colonel du premier Empire qui, endormi en 1813 par un savant allemand, se réveilla en 1859 après un sommeil de 46 ans.

Le colonel Fougas, c'est le nom de notre héros, brusquement rappelé à la vie par un procédé scientifique quelconque, a de la peine à comprendre ce qui se passe autour de lui, tellement le monde a changé pendant ces quarante-six années.

Le malheureux a été endormi en Allemagne au milieu du bruit des combats, et il se réveille en France en pleine paix. Il demande où est Napoléon Ier et on lui répond que la France a déjà usé plusieurs souverains et qu'elle est gouvernée par Napoléon III..

Fougas sort dans Paris, mais il ne peut plus trouver son chemin. Là où était jadis le petit hôtel de Nantes, il trouve le palais des Tuileries! Les maisons de jeu du Palais-Royal sont remplies par des boutiques de bijoutiers; les quinquets à huile ont disparu devant les becs de gaz, les diligences devant les chemins de fer et les officiers d'ordonnance chargées de transporter d'une ville à l'autre les ordres de l'empereur voient leur service effectué par des fils télégraphiques. Fougas ne peut se faire à tous ces changements et au bout de quelques jours de cette nouvelle vie il se suicide.

Eh ! bien, une résurrection de ce genre vient de se produire, mais cette fois le réssuscité n'est pas un héros de roman, c'est un homme en chair et en os, bien vivant je vous assure, et le savant qui a opéré cette cure merveilleuse c'est.... un sénateur français M. Bérenger de la Drôme.

∴

Notre revenant s'appelle Timmerman ; c'est un citoyen belge, actuellement âgé de cinquante-six ans. Le 2 juin 1860, — il y a trente et un ans, il a été condamné à la peine de mort pour avoir assassiné et volé sa belle-sœur ; mais comme en Belgique, dès cette époque déjà, on n'exécutait plus les sentences capitales, notre condamné vit sa peine commuée en celle de la prison à perpétuité.

Voilà trente et un ans que Timmerman est en cellule, subissant sa peine sous le régime de la séparation individuelle, à la maison centrale de Louvain.

Depuis trente et un ans, bien des milliers de détenus ont passé par cette prison, et cependant Tim-

BOURSE DE PARIS

du lundi 17 novembre

(par voie télégraphique et par fil spécial)

Cours précéd.	VALEURS	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clot.
	Fonds d'État			
94 625	3 0/0	94 35	94 125	94 [illegible]5
105 05	4 1/2 0/0 1883	105 ..	105 .	104 [illegible]75
93 50	Italien 5 0/0	93 ..	93 15	92 95
18 10	Turc 4 0/0	18 ..	17 95	17 90
477 50	Egypte 6 0/0	478 ..	480 ..	477 [illegible]5
74 7/8	Extérieure 4 0/0	71 1/2	74 1/2	74 3/32
90 3/16	Hongrois 4 0/0	90 1/4	90 1/8	89 13/16
58 3/8	Portugais 3 0/0	57 3/4	57 3/4	61 15/16
94 ./.	Consolidés anglais	.. ./.	94 1/16	94 ./.
97 1/4	Russe 1880	.. ./.	97 1/8	96 7/8
98 1/4	Russe 1889	.. ./.	98 ./.	97 3/4
.. ./.	Russe 1890	.. ./.	. ./.	.. ./.
	Sociétés de crédit			
4346 25	Banque de France	4355 ..	.... ..	4360 ..
571 25	Banque d'Escompte	530 ..	560 ..	557 50
845 ..	Banque de Paris	825 .	830 ..	825 .
1280 ..	Crédit Foncier	1275 ..	1280 .	1280 ..
435 ..	Crédit Mobilier	412 50	420 .	415 ..
805 ..	Crédit Lyonnais	788 25	787 50	785 ..
600 375	Banque Ottomane	598 ..	597 ..	597 75
	Chemins de fer			
1865 ..	Nord	1850 ..	1847 50	1850 ..
1483 75	Paris-Lyon-Méditer.	1482 50	.... ..	1480 ..
.... ..	Orléans	.... ..	.... ..	.... ..
547 50	Autrichiens	540	543 75	541 25
315 .	Lombards	312 50	315 .	310 .
346 25	Nord Espagne	340 ..	343 75	342 50
306 25	Saragosse	301 25	301 25	302 50
	Valeurs diverses			
1450 ..	Gaz Parisien	1450 .	1450 .	1450 ..
56 ..	Métaux	52 50	52 50	55 ..
36 ..	Panama	31 25	. ..	33 75
2383 75	Suez	2385 .	2375 ..	2375 ..
	Mines			
580 ..	Rio-Tinto	572 ..	567 ..	568 75
149 0625	Tharsis	147 ..	147 ..	147 8125
... ..	de Beers	... ..	... ..	... ..

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

du 17 novembre 1890

Cours précédent	VALEURS	Cours du jour
94 50 ./.	3 0/0	94 35 ./.
96 .. ./.	3 0/0 amortissable	96 . ./.
104 80 ./.	4 1/2 0/0 1883	104 75 ./.

BOURSE DE LILLE

du lundi 17 novembre

PAR FIL TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAL

VALEURS	COMPT.	COURS PRÉCÉD
Lille 1860, remboursable à 100 fr.	.. ..	198 ..
Lille 1863, remboursable à 100 fr.	.. ..	120 ..
Lille 1868, remboursable à 500 fr.	.. ..	514 75
Lille 1877, remboursable à 500 fr.	.. ..	510 ..
Lille 1884, obligations de 400 fr., 200 payés	.. ..	415 ..
Lille 1887	397 ..	396 ..
Armentières 1886	.. ..	491 ..
Armentières 1879	.. ..	1012 ..
Roubaix-Tourc., remb. à 50 fr. en 55 ans	.. ..	45 50
Tourcoing 1878	.. ..	495 ..
Amiens, remboursable à 100 fr.	.. ..	113 50
Département du Nord	.. ..	104 ..
Caisse de Lille (Verley, Decroix et Cie)	.. ..	570 .
» » (act. nouv.	.. ..	1152 50
Caisse d'Esc. E. Thomassin et Cᵉ (act. anc.)	.. ..	75 ..
» » (act. nouv.), 250 fr. p.	.. ..	275 ..
Caisse Platel et Cie	.. ..	350 ..
Cie des Industries Textiles (Allart et Cie)	.. ..	605 ..
Crédit du Nord, action 500 fr., 125 payés	.. ..	410 ..
Compt. comm. Devilder et Cie, act. 1 000 fr.	.. ..	1125 ..
Gaz Wazemmes, ex-c. n° 37, act. 500 fr. p.	.. ..	530 .
Le Nord, assur., act. 1 000 fr., 250 payés	.. ..	2250 ..
Union Génér. du Nord, act. 500 fr., 125 p.	.. ..	435 .
Union Linière du Nord, act. 500 fr., tout p.	.. ..	220 50
Banque rég. du Nord, à Roubaix, act. 500 fr.	.. ..	500 .
Comptoir d'Escompte du Nord, à Roubaix	.. ..	540 ..
Soc. St-Sauv.-Arras (anc. us. Grassin) 500 fr.	.. ..	150 ..
Tramways du Départem. du Nord (ex-c., 7)	.. ..	85 ..
Caisse comm. de Béthune, A. Turbiez et Cie	.. ..	512 .
Delgutte et Cie	5 0	525 .
Soc. an. Lille et Bonnières, act. 1.000 fr. t. p.	.. ..	2005 ..
Biache-Saint-Vaast	.. ..	3000 ..
Denain et Anzin	.. ..	340 ..
Obligations Nord	.. ..	320
Fives-Lille, remboursables à 450 fr	.. ..	467 ..
Union Linière du Nord (oblig. hypot. 200)	.. ..	220 ..
Gaz Wazemmes (1 à 2.000) remb. à 300 fr.	.. ..	515 ..
Chemins de fer économiques du Nord	.. ..	525

CHARBONNAGES

ACTIONS	*Cours complets*	
Aniche (Nord) le 12e	....	18000 .
Anzin 100e de denier	5590 5595 ...	5447 50
Béthune 1881	....	568 ..
Béthune 1877	....	440 ..
Bruay (Pas-de-Calais)	....	15000 .
Bully-Grenay le Ce	3445 3451 25	3450 ..
Carvin	2040	2060 .
Courrières	....	46500 ..
Campagnac	....	406 25
Crespin	....	350 ..
Doucay	....	4870 ..
Douaisienne (act. libérée) 500 fr.)	....	225 ..
Dourges	12001 25	12000 ..
Escarpelle (Nord)	4000	4000 ..
Epinac	....	380 ..
Ferfay (Société anonyme)	....	890 .
Lens	....	28875 ..
Liévin	....	10400 ..
Ostricourt	780	760 .
Meurchin	5600	5575 75
Marles 30 0/0 part d'ingénieur	....	16500 ..
Drocourt	....	6000 .
Sincey-le-Rouvray	....	.. 50
Thivencelles, Fresnes-Midi	....	243 75
Vicoigne et Nœux	....	22170 ..

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL)

Le bill Mac-Kinley. — Entrevue de lord Salisbury avec le chargé d'affaires américain. — Création de fabriques anglaises aux Etats-Unis.

Londres, 17 novembre. — Lord Salisbury a reçu dans l'après-midi M. Henry White, chargé d'affaires des Etats-Unis. La grande République Américaine ne renoncera sous aucun prétexte et dans aucune circonstance au principe du système protecteur, mais il est probable et presque certain que le bill Mac-Kinley sera révisé par les démocrates et que le tarif sera modifié dans des proportions qui permettront à l'Europe de renouer des relations commerciales avec les Etats-Unis.

D'ailleurs, les plus importants manufacturiers anglais ont déjà installé des fabriques sur le territoire américain où ils feront une sérieuse concurrence aux industriels et aux négociants américains sur leur propre sol.

France et Russie

Brest, 17 novembre. — Hier soir, le capitaine de vaisseau Birileff, commandant la frégate russe *Minin*, a donné un grand dîner en l'honneur des officiers de la marine française du port de Brest. Les commandants de navires présents dans cette ville y assistaient. La plus franche cordialité a régné et de nombreux toasts ont été portés à la continuation de l'amitié qui existe entre la Russie et la France.

Premier télégramme

Rome, 17 novembre. — Le premier télégramme envoyé par la nouvelle ligne télégraphique qui, par le Tyrol, relie directement l'Italie et l'Allemagne, est celui que l'empereur Guillaume a adressé au prince de Naples à l'occasion de sa majorité.

Celui-ci a répondu immédiatement : « Je remercie Votre Majesté pour les vœux qu'elle forme; je lui en suis d'autant plus reconnaissant qu'ils émanent d'un souverain si sincèrement ami de ma famille et de mon pays. »

La découverte de Koch

Londres, 17 novembre. — On télégraphie de Berlin :

« Le docteur Koch sera invité à faire connaître au gouvernement la composition de son remède avant que le Reichstag ne vote la subvention représentant la contribution de l'empire aux recherches du savant. »

Touchante entrevue

Du *Gaulois* :

« Un incident touchant s'est produit récemment pendant le voyage que l'impératrice d'Autriche a fait en Italie.

» Sa Majesté visitait une villa, près de Florence, lorsqu'un vieux serviteur, qui a élevé le prince Rodolphe, se précipita aux genoux de la souveraine, sollicitant la faveur de lui baiser la main.

» L'Impératrice se pencha sur le vieillard sans dire un mot et l'embrassa sur le front, puis elle s'éloigna précipitamment tout en larmes. »

Le Krach anglais — La situation de la maison Bahring — Liquidation à l'amiable

Londres, 17 novembre. — La crise financière semble sinon évitée, du moins retardée. La liquidation Bahring sera très facile et se fera à l'amiable.

Extrait d'un article du *Siècle* :

« En réalité, la maison Bahring n'est pas seule atteinte, et nous assistons à une véritable liquidation des valeurs argentines.

» Depuis trois ou quatre mois, l'annonce de sa chute prochaine avait été répandue sur le marché de New-York, et l'ébranlement avait été communiqué à ce marché par celui de Londres, qui, ne pouvant rien faire avec son papier argentin, vendait par masses son papier des Etats-Unis.

» On sait que ces trois dernières semaines ont été, à New-York, une succession de désastres; mais, ainsi que l'expliquaient M. Jay Gould et M. Deckerman, président de Stock-Exchange local, la panique n'a été causée que par les ventes exagérées de la place de Londres et celle-ci n'avait besoin d'argent que pour compenser ses pertes de Buenos-Ayres.

» Cela est tellement vrai que la nouvelle officielle de la ruine des Baring a entrainé avant-hier à New-York, la suspension des paiements de la North River Bank, et sans doute aussi celle « d'un des rois du chemin de fer », M. Henry Villard».

D'autre part on lit dans le *Gaulois* :

« On nous annonce que M. Francis Laur interpellerait aujourd'hui le ministre des finances sur le prêt de 75 millions en or que la Banque de France a consenti à la Banque d'Angleterre.

» Le député de Neuilly se plaindrait que l'on eût diminué notre encaisse métallique et qu'on eût prêté à 3 0/0, alors qu'on aurait pu demander 5 0/0, l'escompte de la Banque d'Angleterre étant à 6 0/0. »

New-York, 17 novembre. — Les présidents des six banques ayant des relations avec la chambre des compensations ont décidé d'émettre aujourd'hui dix millions *Loan-certificates*, afin de venir en aide aux banques ayant besoin d'être secourues.

Un naufrage

Zara, 17 novembre. — Un navire conduisant des ouvriers à l'île Brazza, pour faire la récolte des olives, a sombré au milieu d'une nouvelle bourrasque. 37 personnes ont péri.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du lundi 17 novembre 1890

Présidence de M. FLOQUET, président

La séance est ouverte à 2 heures.

Après avoir entendu M. Lecour qui demande que dans le projet de loi de réorganisation de la caisse des invalides de la marine, les intérêts des vieux marins ne soient pas lésés, et le rapporteur, M. l'amiral Vallon, qui répond que ces réformes donneront satisfaction à tout le monde, la Chambre adopte sans modification le budget de la caisse des invalides de la marine.

La Chambre passe à l'examen du budget de l'Algérie.

M. de la Ferronnays. — En mon nom et au nom de plusieurs de mes collègues, j'ai l'honneur de demander la mise à l'ordre du jour de la nomination d'une commission chargée d'examiner la réorganisation des services de l'Algérie. Sous la réserve de cette observation, mes amis et moi, nous voterons le budget tel qu'il nous est présenté. (Très bien! très bien ! à droite.)

LES MARCHÉS A TERME

BULLETIN DU JOUR

17 novembre.

ROUBAIX-TOURCOING. — Les cours ont peu varié aujourd'hui ; ils ont une tendance calme.

On a enregistré 115,000 kil. comme suit :

Caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing Buenos-Ayres, n° 1 : sur décembre 5,000 kil. à 6.07 1/2 et 80.000 kil. à 6.05; ensemble 85,000 kilos.

Caisse de Liquidation de Tourcoing : Buenos-Ayres, A B : sur mars 10,000 kil. à 5,75 ; sur avril 10,00 kil. à 5,75 ; sur mai 10,000 kil. à 575 ; ensemble 30,000 kil.

ANVERS. — On constate aujourd'hui une baisse de 7 1/2 et parfois 10 centimes, avec tendance faible.

On a traité 30,000 kilos. sur novembre, 155,000 kil. sur décembre. 60,000 kil. sur janvier, 35,000 sur février, 20.000 sur mars, 35,000 sur avril, 15,000 sur août, 25,000 sur septembre, 10,000 sur octobre. Total de la journée : 385,000 kil.

LEIPZIG. — Novembre, décembre et février ont fléchi de 5 pfs.

Marché calme. Ventes 260,000 kil.

Caisse d'Epargne Postale

La Caisse d'épargne postale est placée par la loi sur la garantie de l'Etat.

Elle donne à toute personne la faculté de placer, dans des conditions de sécurité absolue, le produit de ses économies.

Le minimum de chaque versement est fixé à *un franc* (1 fr.) Le compte de chaque personne ne peut dépasser *deux mille francs* (2,000 fr.) versés en *une* ou *plusieurs fois*.

LIVRET NATIONAL DÉLIVRÉ GRATUITEMENT. — Après le premier versement, il est remis gratuitement à l'intéressé un livret national au moyen duquel tout déposant peut continuer ses versements et retirer son argent dans les 6,000 bureaux de poste ouverts tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés, au service de la Caisse d'épargne postale.

INTÉRÊT. — Les sommes déposées produisent un intérêt annuel de trois francs pour cent (3 fr. p. 100) Cet intérêt part du 1ᵉʳ ou du 16 de chaque mois qui suit le jour du versement. Au 31 décembre de chaque année, l'intérêt acquis s'ajoute au capital et devient lui-même productif d'intérêt.

ACHAT GRATUIT DE RENTES. — Tout déposant dont le crédit est suffisant pour acheter dix francs (10 fr.) de rentes ou davantage, peut faire opérer et achat sans frais, par la Caisse d'épargne postale.

TRANSFERTS. — Tous les receveurs des postes se chargent de remplir les formalités voulues pour faire transférer à la Caisse d'épargne postale, sans frais pour les intéressés, les fonds déposés dans les Caisses d'épargne privées.

FEMMES MARIÉES. — Les femmes mariées peuvent se faire délivrer des livrets sans l'assistance de leurs maris.

MINEURS. — Les mineurs peuvent également se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal.

VERSEMENTS. — Tout versement ultérieur peut être effectué par le titulaire d'un livret de la Caisse nationale d'épargne ou par un tiers quelconque porteur de ce livret. La partie versante doit s'assurer avant de quitter le bureau, que la valeur des timbres-épargne appliqués sur le livret représente bien le montant intégral du dépôt et que ces timbres ont été frappés du timbre à date et revêtus de la signature de l'agent des postes

REMBOURSEMENTS. — Les titulaires de livrets qui veulent se faire rembourser tout ou partie de leur compte adressent directement leur demande au ministre des postes et des télégraphes, à Paris. Par le retour du courrier, ils reçoivent l'autorisation de toucher leurs fonds au bureau de poste qu'ils ont désigné suivant leur convenance

NOTA. — Les demandes de livret, de remboursement, de transfert et d'achat de rente se font au moyen de formules imprimées qui sont mises à la disposition du public dans tous les bureaux.